

## Débats & Opinions

Les dirigeants israéliens face au mouvement national palestinien

### Les illusions perdues

PAR EMMANUEL NAVON\*

[16 février 2004]

La visite en France du président de l'État d'Israël, Moshe Katzav, est l'occasion de faire le point sur les relations franco-israéliennes et d'expliquer à nos amis français la décision des Israéliens de se séparer physiquement des Palestiniens. Contrairement à une idée répandue et incorrecte, la France fut l'un des pays les plus favorables à la renaissance de l'État d'Israël et les plus activement engagés dans sa défense. Les accords Sykes-Picot de 1916, dans lesquels la France et la Grande-Bretagne se partagèrent le Proche-Orient, ne mirent pas fin à la rivalité entre les deux puissances. Lorsque la Grande-Bretagne commença à trahir ses engagements envers le mouvement sioniste après l'octroi du mandat sur la Palestine par la Société des Nations en 1922, les Juifs palestiniens (c'est ainsi qu'ils s'appelaient à l'époque) trouvèrent en la France un allié tacite.

En 1955, alors que l'Union soviétique commença à armer l'Égypte par le biais de la Tchécoslovaquie, les États-Unis refusèrent de vendre des armes à Israël mais continuèrent à armer les pays arabes et à faire pression sur Israël pour l'octroi de concessions territoriales à l'Égypte et la Jordanie. Seule la France accepta de vendre des armes à Israël, et la coopération militaire entre les deux pays s'étendit au domaine nucléaire. Les bombes atomiques française et israélienne sont le fruit de cette coopération. Avec la fin de la guerre d'Algérie en 1962, la France voulut restaurer ses relations avec le monde arabe, et Israël pâtit de cette nouvelle politique. Israël se tourna alors vers les États-Unis, déçus des résultats de leur «politique arabe» dès 1958. La nouvelle relation américano-israélienne ne fit qu'élargir le fossé entre la France et Israël : la politique étrangère gaullienne, en se démarquant des États-Unis, se démarqua également de leur nouvel allié proche-oriental. Le divorce franco-israélien commença bien avant la guerre des Six Jours, mais il est clair que les résultats territoriaux de cette guerre fournirent à de Gaulle le prétexte idéal pour mener sa politique arabe jusqu'au bout.

Après la guerre de Kippour, l'arme pétrolière arabe trouva dans l'antiaméricanisme gaullien un allié dont les relations franco-israéliennes pâtissent jusqu'à aujourd'hui. La France se fit l'avocat international de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) pour se démarquer des États-Unis et pour marquer des points dans le monde arabe. Créée par Nasser en 1964 (trois ans avant la guerre des Six Jours) afin de liquider Israël et de placer la Palestine sous la houlette de l'Égypte, l'OLP centralisa l'effort pan-arabe de destruction d'Israël par la guerre totale. D'où la «stratégie des étapes» qu'Arafat adopta sur le conseil de son ami Ceausescu : «Vous devriez faire semblant d'abandonner le terrorisme», conseilla le dictateur roumain à son camarade. «L'Occident finira peut-être par vous croire.» Lorsque le roi Hussein déclara son désengagement de la Cisjordanie en 1988, Arafat déclara à Genève en décembre de la même année, sous la pression de Reagan et de Gorbatchev, qu'il renonçait au terrorisme et qu'il acceptait la résolution 242 du Conseil de sécurité de l'ONU.

L'effondrement de l'Union soviétique et donc du soutien diplomatique et militaire de Moscou, l'immigration massive des Juifs soviétiques vers Israël, la victoire américaine contre l'Irak et la répudiation diplomatique de l'OLP par Washington, la cessation du soutien financier de l'Arabie saoudite et des pays du Golfe, l'établissement de relations diplomatiques entre Israël et trois alliés stratégiques de l'OLP (la Russie, la Chine et l'Inde), l'exclusion de l'OLP de la Conférence de Madrid – cette série d'événements ne devait-elle pas suffire pour convaincre Arafat qu'un accord avec Israël était sa dernière chance ?

Arafat ne saisit pas la perche d'Oslo pour faire la paix mais pour reprendre la guerre : le jour même de la signature des Accords d'Oslo, le 13 septembre 1993, il déclara dans une interview à la télévision jordanienne que le but de ces accords était de mettre en oeuvre le Plan des étapes adopté par l'OLP en 1974. Fayçal Hussein, un proche d'Arafat qualifié de «modéré» par les médias occidentaux, confirma cette stratégie. Dans une interview avec le journal égyptien *Al-Arabi* en date du 24 juin 2001, Hussein admit que les Accords d'Oslo n'étaient qu'un «cheval de Troie» destiné à faciliter la réalisation du but final de l'OLP «qui continue d'être la libération de toute la Palestine du Jourdain à la Méditerranée». En juillet 2000 à Camp David et en janvier 2001 à Taba, Arafat avait précédemment rejeté l'offre de créer un État palestinien sur 100% de la bande de Gaza, 97% de la Cisjordanie et avec Jérusalem pour capitale, parce que Israël exigeait en retour la fin du conflit et refusait le suicide démographique euphémiquement exprimé par l'expression «droit au retour.»

Arafat a alors répondu par une guerre qui a fait plus de neuf cents victimes israéliennes en trois ans (l'équivalent, proportionnellement, de neuf mille victimes françaises). Les Israéliens sont donc revenus de deux illusions au cours de ces dix dernières années : celle des frontières bibliques et celle de la paix avec les Palestiniens une paix véritable, pas une «paix de Hudaibiya». La clôture de sécurité constitue

**l'enterrement concret et physique de ces deux illusions qui menacent l'existence même de l'État juif.  
Puissent nos amis français comprendre par le bon sens ce que nous avons compris par la douleur.**

**\* Professeur de relations internationales à l'université de Tel-Aviv (Israël) et directeur d'un cabinet de conseil.**